

INDUSTRIE GAZIÈRE À LA CROISÉE DES CHEMINS

Les échanges gaziers entre la Russie et l'Union européenne suscitent des interrogations. Avec ses immenses réserves, ce pays devrait rester un fournisseur majeur de l'Europe. Le développement de stratégies d'exportation vers l'Asie et les États-Unis devrait aussi s'affirmer comme une variable clé de la politique gazière de la Russie.

L'importance de la Russie en matière gazière n'est plus à démontrer. Grâce à des réserves considérables de près de 48 000 milliards de mètres cubes (Gm³) pour les réserves prouvées et probables (32% des réserves mondiales), elle s'est hissée au premier rang mondial des producteurs de gaz naturel (644 Gm³ en 2006). Ses exportations gazières sont devenues, au même titre que les exportations pétrolières, une variable essentielle pour la stabilité de son budget, et plus généralement pour

la croissance de son économie. Elles se sont élevées en 2006 à 155,6 Gm³, essentiellement à destination de l'Europe et plus marginalement à destination de la CEI (Communauté des États indépendants). L'accroissement des tensions avec l'Union européenne, les relations conflictuelles avec l'Ukraine, la Biélorussie mais aussi la Géorgie, la fermeture de plus en plus prononcée du territoire russe aux compagnies pétrolières internationales, la reprise en main du secteur des hydrocarbures par l'État



CATHERINE LOCATELLI, CHARGÉE DE RECHERCHE CNRS AU LABORATOIRE LEPPY DE L'UNIVERSITÉ GRENOBLE II (Pierre-Mendès-France). Elle travaille sur les questions énergétiques de la Russie, de la région Caspienne et de la Chine, étudiant les réformes des industries des hydrocarbures et leurs enjeux pour les marchés énergétiques internationaux. Catherine Locatelli a publié de nombreux articles et ouvrages, dont *Le Défi pétrolier : questions actuelles du pétrole et du gaz*, Vuibert, 2006 (en coll. avec S. Boussena, J.-P. Pauwels et C. Swartenbroekx).

russe sont autant de facteurs à l'origine d'un certain nombre d'interrogations sur la politique gazière menée par Vladimir Poutine et ses conséquences pour les pays dépendant d'un approvisionnement russe.

L'industrie gazière de la Russie est dominée par la société d'État Gazprom. Cette société verticalement intégrée détient le quasi-monopole de la production, un monopole d'exportation total (au travers de sa filiale GazExport) et le monopole du transport. Elle assure 86% de la production et 100% des exportations de gaz naturel de la Russie (hors Sakhaline)⁽¹⁾. Depuis les années 1990, elle est aussi un acteur significatif de la distribution, puisque son actionnariat dans les sociétés en charge de la distribution (notamment au niveau des réseaux) a très fortement augmenté⁽²⁾.

En production, compte tenu du fait que Gazprom ne détient que 70% des réserves prouvées et probables, on trouve à ses côtés deux autres types d'acteur d'importance variable. Il s'agit des compagnies pétrolières russes détentrices de réserves gazières significatives et des « indépendants », compagnies purement gazières mais d'importance variable, Northgaz, Novatek et Itera étant à ce jour les plus importantes (cf. tableau 1).

LA QUESTION DES INVESTISSEMENTS

En dépit de réserves considérables, des incertitudes se font jour quant à l'évolution de plus long terme de la production gazière

1. STRUCTURE DE LA PRODUCTION GAZIÈRE RUSSE DE 1999 À 2006 (GM³)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
<i>Compagnies pétrolières</i>	29,5	32,0	nd.	41,4	40,4	44,9	49,0	58,0
Lukoil	4,7	5,0	5,1	5,3	5,7	6,5	7,6	nd.
Surgutneftgaz	11,1	11,1	11,1	13,3	13,9	14,3	14,4	nd.
Rosneft	4,9	5,6	nd.	6,5	7,1	9,4	13,1	nd.
<i>Indépendants</i>	14,6	29,2	nd.	41,0	35,9	43,7	43,4	47,0
Hors Gazprom	44,1	61,2	69,4	82,4	76,3	88,6	93,4	106,0
Gazprom	546,6	523,0	512,0	512,9	540,2	545,1	547,9	550,0
RUSSIE	590,7	584,2	581,4	595,3	616,5	634,0	640,6	656,0

nd. : non disponible

Sources : Gazprom, Moscou ; « Can the new regime get Gazprom back on track ? », Energy Economist, n° 246, avril 2002, p. 8-17 ; Russian Economy in 2004 : Trends and Outlooks, Institute for The Economy in Transition, Moscou, 2004 ; Pétrostratégies, 15 janvier 2007.

russe. De nouvelles zones de production (province de Yamal, mer de Barents avec le gisement de Shtokman, Sibérie orientale) devront être développées pour compenser l'épuisement progressif des trois «supergéants», Urengoy, Yamburg et Medvezhe, mis en production à l'époque de l'Union soviétique et qui arrivent à maturité. Cela ne pourra se faire sans des investissements conséquents, notamment en raison de conditions climatiques extrêmes et donc de difficultés techniques. Divers éléments contraignent cette stratégie d'investissement en amont. Gazprom est engagé dans une politique de diversification (électricité, pétrole) et d'acquisition d'actifs (notamment dans l'aval

européen) coûteuse et dans une stratégie de multiplication des réseaux de transport à l'export. Point essentiel, sa capacité financière est largement contrainte par l'état de son marché intérieur, dominé par des bas prix du gaz qui ne lui assurent qu'une rentabilité minimale. C'est donc principalement à l'exportation que la société gazière doit rechercher les liquidités nécessaires au financement de ses investissements en production⁽³⁾.

Ce facteur tend aujourd'hui à prendre de l'importance face à la fermeture de plus en plus prononcée du territoire russe aux investisseurs étrangers internationaux. Le refus récent de Gazprom de développer le gisement de Shtokman sous la forme contractuelle d'accords de

Le Bord Stream Gaz, qui permettra d'acheminer directement le gaz russe vers l'Europe du Nord par la mer Baltique, sera la première voie d'exportation à ne transiter ni par la Biélorussie ni par l'Ukraine.

partage de production avec l'aide de partenaires occidentaux (en dépit des difficultés techniques susceptibles d'entourer le développement d'un tel gisement) en est une illustration. Le recours aux technologies occidentales au travers d'accords de sous-traitance n'est cependant pas exclu.

UNE STRATÉGIE DE SÉCURISATION DES VOIES D'EXPORTATION

Avec 126 Gm³ de gaz exportés vers l'Union européenne (hors pays baltes) en 2005, soit 33% de l'approvisionnement de cette zone, la Russie s'affirme comme un fournisseur essentiel de ce marché au côté de l'Algérie, de la Norvège et des Pays-Bas (cf. tableau 2). Mais la dépendance des pays européens par rapport au gaz russe est cependant très variable selon les pays concernés. Elle est totale pour certains nouveaux entrants dans l'Union comme les pays baltes, la Slovaquie, la Bulgarie et la Roumanie. À l'inverse, l'Espagne ou le Portugal n'importent pas de gaz russe. Les exportations vers l'Europe sont essentielles pour la rentabilité de la société gazière russe. Elles assurent environ 70% de ses revenus, alors qu'elles n'ont représenté en 2005 que 24% de sa production⁽⁴⁾.

Les voies d'exportation constituent des aspects importants de cette dépendance gazière, comme l'ont démontré les tensions entre l'Ukraine et la Russie ou plus récemment celles avec la Biélorussie. Les exportations gazières de la Russie à destina-

2. LES EXPORTATIONS GAZIÈRES DE LA RUSSIE VERS LES MARCHÉS EUROPÉENS (GM³)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Europe de l'Ouest	75,1	78,4	86,5	87,8	94,4	107,3	94,8
- Allemagne	32,2	32,5	32,6	32,2	35,0	40,9	36,0
- Autriche	6,1	5,7	4,9	5,2	6,0	6,0	6,8
- Belgique							2,0
- Finlande	3,6	4,2	4,6	4,6	5,1	5,0	4,5
- France	12,9	10,9	11,2	11,4	11,2	14,0	13,2
- Grèce	-	0,9	1,5	1,6	1,9	2,2	2,4
- Italie	14,3	17,3	20,2	19,3	19,7	21,6	22,0
- Pays-Bas							4,1
- Royaume-Uni							3,8
Peco*	42,9	42,1	40,3	41,6	46,0		43,3
- Bulgarie	5,8	3,6	3,3	2,8	2,9	3,0	2,6
- Hongrie	6,3	7,3	8,0	9,1	10,4	9,3	9,0
- Pologne	7,3	6,9	7,5	7,3	7,4	6,3	7,0
- République tchèque	8,4	8,6	7,5	7,4	7,4	6,8	7,4
- République slovaque	7,4	7,1	7,5	7,7	7,3	7,8	7,5
- Roumanie	6,2	4,8	2,9	3,5	5,1	4,1	5,0
Total vers l'Europe	117,4	120,5	126,7	129,4	138,9	149,1	156,1

Source : Gazprom, Rapports d'activité différentes années ; Cedigaz, Le Gaz naturel dans le monde, Rueil-Malmaison, différentes années.

* Pays d'Europe centrale et orientale.

► tion de l'Europe empruntent à ce jour deux grandes voies, l'une au travers de l'Ukraine par le gazoduc EuroSibérien, l'autre au travers de la Biélorussie par le gazoduc Yamal. En la matière, l'objectif de la Russie, outre l'accroissement des capacités de transport (actuellement de l'ordre de 145 Gm³/an) est de tenter de diminuer sa dépendance vis-à-vis des pays de transit en multipliant les voies d'exportation. La réalisation du Nord Stream Gaz (ou North European Gas Pipeline), dont la mise en service est prévue en 2010, s'inscrit dans cette logique, puisqu'il permettrait d'acheminer directement le gaz russe vers l'Europe du Nord par la mer Baltique (Allemagne). Un accord entre Gazprom, BASF et E.ON a été conclu en 2005 pour sa réalisation, Gazprom, BASF et E.ON devant créer une joint-venture détenue à 51 % par Gazprom. Sa capacité de transport devrait être de l'ordre de 27,5 Gm³ par an dans un premier temps et pourrait atteindre 55 Gm³ par an⁽⁵⁾. Il sera pour la Russie la première

voie d'exportation vers l'Europe à ne transiter ni par la Biélorussie ni par l'Ukraine, marquant ainsi une étape importante dans sa stratégie de sécurisation de ses routes d'exportation. Dans le même temps, afin notamment de répondre à ses objectifs d'exportation sur le moyen terme, Gazprom entend accroître la capacité de transport du gazoduc Yamal⁽⁶⁾.

La sécurisation des voies d'exportation de gaz russe passe également par des prises de participation dans les sociétés de gazoducs de transit, par exemple en Slovaquie avec une prise de participation de 16,3% dans la société qui gère le réseau de transport. Cette stratégie est un point important des négociations gazières que mène Gazprom avec les pays de la CEI (Biélorussie, Géorgie, Moldavie, Ukraine...). La société gazière cherche ainsi à négocier un accroissement plus modéré des prix de ses exportations vers cette zone en échange d'une participation majoritaire dans les sociétés de gazoducs. ■

GAZ DE FRANCE ET GAZPROM POUR UN APPROVISIONNEMENT EN GAZ DURABLE

Partenaires commerciaux privilégiés depuis plus de 30 ans, Gaz de France et Gazprom doivent faire face aux évolutions du marché européen. D'ici 2015, l'exportateur russe fournira 40% du gaz continental. Cinquième client de Gazprom, Gaz de France doit veiller dès aujourd'hui à sécuriser les approvisionnements en gaz russe.

Si Gazprom n'est pas le seul producteur russe, il détient en revanche le monopole des exportations de gaz russe dont le poids dans la consommation européenne s'élève aujourd'hui à 25 % environ. Cette moyenne cache cependant de grandes diversités : certains pays, comme la Slovaquie, dépendent à près de 100 % du gaz russe, alors que d'autres, comme le Royaume-Uni, n'en reçoivent que des quantités marginales malgré la taille de leur marché. À l'horizon 2015, la proportion du gaz russe pourrait atteindre 40 % du total, sous l'effet conjugué de la hausse de la demande et de la baisse de la production européenne.

Face à cette évolution attendue, pays et opérateurs européens sont confrontés aux mêmes enjeux et défis qui se posent à Gazprom et à la Russie :

- la capacité de la Russie à maîtriser sa propre consommation de gaz ;
- la capacité de Gazprom à développer et mettre en exploitation, de façon compétitive, de nouveaux gisements ;

- la sécurisation par Gazprom des importations et du transit de gaz en provenance des pays d'Asie centrale ;

- le souhait de la Russie et de Gazprom de pénétrer sur de nouveaux marchés, en Asie et en Amérique du Nord.

Les actions engagées par la Russie et ses opérateurs énergétiques pour répondre à ces enjeux illustrent la volonté politique de demeurer un fournisseur stratégique et fiable de l'Europe, qui est aujourd'hui le principal débouché pour le gaz russe – et le plus rémunérateur.

UNE RELATION ANCIENNE, UNE RELATION D'AVENIR

Dans ce contexte, comment Gaz de France conjugue-t-il ses propres enjeux avec ceux de Gazprom pour conforter dans la durée son activité d'opérateur énergétique européen ?

La performance économique de Gaz de France dans son activité de vente d'énergies repose en grande partie sur sa capacité à disposer sur le long terme de

(1) Le gouvernement a désigné Gazprom comme coordinateur de tous les projets d'exportation de gaz sur la Sibérie orientale. Il n'intervient pas pour l'heure dans le développement des gisements gazières, dont les licences de développement sont pour l'essentiel aux mains des compagnies pétrolières russes, à l'image du gisement de Kovytko développé par TNK-BP.

(2) Ahrend (R.), Tompson (W.), Russia's Gas Sector : The Endless Wait for Reform, *OECD Economic Department, Working Paper*, n° 402, 2004, 37 p.

(3) Boussena (S.), Pauwels (J.-P.), Locatelli (C.), Swartenbroekx (C.), Le Défi pétrolier : questions actuelles du pétrole et du gaz, *Vuibert*, 2006, p. 133.

(4) Compte tenu des prix actuels, la société gazière devrait gagner à peu près 37 milliards de dollars à partir de ses exportations vers l'Europe, ce qui représenterait près de 20 % des gains en devises de la Russie. Stern (J.), « Is Russia a Threat to Energy Supplies ? », *Oxford Energy Forum*, août 2006, p. 4-6.

(5) Le gaz proviendrait du gisement de Yuzhno-Russkoye, en Sibérie, puis éventuellement du gisement de Shtokmanovskoye (mer de Barents). « Gazprom seals new export route to Europe », *The Moscow Times*, 9 septembre 2005, 5 p. ; « North European Gas Pipeline set to export more Russian gas to Europe », *Gas Matters*, septembre 2005, p. 26.

(6) La capacité de ce gazoduc de l'ordre de 28 Gm³ pourrait atteindre 33 Gm³ 2006. De la même manière, Gazprom augmentera la capacité du Blue Stream Pipeline, gazoduc sous la mer Noire à destination de la Russie. « Gazprom to boost Yama land Blue Stream export lines within 18 months », *Gas Matters*, août 2005, p. 35-36.